

PREFET DU GARD

Alès, le 3 août 2016

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Demande de modifications.

Demandeur : ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION (ex CEVAL)
ZI de l'Habitarelle
30110 – LES SALLES-DU-GARDON

Référence : Lettre REG/BA n° 243 du 8 juin 2016 du sous-préfet d'Alès.

I – Contexte et objet de la demande

La plate-forme de compostage des Salles-du-Gardon est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2012-41 du 4 mai 2012 au bénéfice de la société CEVAL.

Cet arrêté prévoit l'admission des matières premières suivantes :

- boues d'épuration urbaines ou industrielles,
- matières de vidanges,
- déchets végétaux et déchets de bois,

la quantité totale n'excédant pas 25 000 t/an.

Par lettre du 11 avril 2013, la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION, résultant de la fusion de CEVAL avec d'autres sociétés, a signalé qu'elle succédait à la société CEVAL pour l'exploitation de cette plate-forme.

Par lettre du 1er juin 2016 la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION fait part de son souhait de recevoir d'autres déchets que ceux mentionnés dans l'arrêté du 4 mai 2012.

II – Examen de la demande

Les plates-formes de compostage sont réglementées, au niveau national, par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008, qui stipule que sont admissibles, les déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage.

Il précise les déchets interdits : déchets dangereux, sous-produits animaux de catégorie 1, bois traités, déchets radioactifs, déchets d'activité de soins à risques infectieux.

La circulaire du 6 mars 2009 prise pour l'application de l'arrêté du 22 avril 2008 donne une liste indicative de déchets admissibles :

- des déjections animales et déchets ne contenant pas de sous-produits animaux ou dont le compostage n'est pas soumis à agrément au titre du règlement (CE) n°1774/2002 :
 - la FFOM, les déchets d'aliments de la restauration à l'exception de ceux provenant de moyens de transport opérant au niveau international ;
 - les denrées périmées ou non consommables et rebuts de fabrication de l'industrie agroalimentaire d'origine végétale ;
 - les déchets végétaux et les déchets de bois, papiers, cartons ;
 - les lisiers, fumiers, fientes ;
 - les boues de stations d'épuration urbaines et industrielles dont la qualité est conforme aux valeurs définies dans l'arrêté du 8 janvier 1998 ;
 - les déchets fermentescibles non dangereux de l'industrie et de l'agriculture ;
 - les ordures ménagères résiduelles, dans la mesure où leur qualité est suffisante; il n'est pas toutefois simple de garantir que cette exigence sera satisfaite, ni qu'elle le sera en continu ;
- des sous-produits animaux dont le compostage est autorisé et soumis à agrément au titre du règlement (CE) n°1774/2002 modifié, notamment :
 - les denrées périmées ou non consommables d'origine animale ;
 - les matières stercoraires, le lait et le colostrum ;
 - les autres sous-produits d'origine animale de catégorie 3 au sens du règlement 1774/2002 dont le traitement et le stockage relèvent respectivement des rubriques ICPE 2730 et 2731, notamment : sabots, cornes, soies de porcs, plumes et duvets ;
 - les sous-produits animaux de catégorie 2 ayant subi la méthode de transformation n°1 (133°C, 20 min, 3 bar) telle que le prévoit le règlement 1774/2002.

Les matières premières mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 4 mai 2012 sont celles qui étaient effectivement reçues sur la plate-forme des Salles-du-Gardon à cette date.

Depuis, l'exploitant a constaté une évolution de la demande de ses clients.

Pour maintenir son niveau d'activité, l'exploitant souhaite pouvoir recevoir certains des déchets mentionnés dans la circulaire du 6 mars 2009.

Le tonnage prévisionnel envisagé, par catégorie, est le suivant :

Matière d'Intérêt Agronomiques issues du Traitement des Eaux(MIATE)	Tonnage brut maximum annuel
Boues de station urbaines, industrielles, de papeteries, effluents d'élevages, matières stercoraires et matières de vidange dont la quantité est conforme aux valeurs définies dans l'arrêté du 8 janvier 1998 et dont les caractéristiques sont compatibles avec les exigences de la NFU 44-095	9 500
Boues industrielles autres (filrière dédiée et plan d'épandage) : SANOFI	3 000
Total maximum MIATE	12 500

Co-composant	Tonnage brut minimum annuel	Tonnage brut maximum annuel
Fraction fermentescible des ordures ménagères(FFOM), de denrées végétales déclassées, de rebuts de fabrication de denrées alimentaires végétales, déchets fermentescibles non dangereux de l'industrie et de l'agriculture (éventuellement après une première étape de méthanisation)	0	1 000
Déchets végétaux et déchets de bois, papiers, cartons (éventuellement après une première étape de méthanisation)	8 000	10 900
Matières végétales ayant subi des traitements thermiques	0	400
Lisier, fumier, fientes	0	200
Total maximum structurants et co-composants	8 000	12 500

Tous les co-composants mentionnés ci-dessus sont cités par la norme NFU 44-095 (composts contenant des matières d'intérêt agronomique, issues du traitement des eaux) et permettent de produire du compost conforme à cette norme.

Les matières végétales ayant subi des traitements thermiques désignent les cendres provenant des chaufferies à bois consommant exclusivement du bois non traité. Elles permettent d'enrichir le compost en éléments minéraux utiles : calcium, potassium, magnésium, phosphore.

L'exploitant précise que tous les déchets autres que les végétaux et le bois seront déposés directement dans le bâtiment de mélange, comme les boues, et ne seront pas stockés à l'extérieur. Ainsi, ils ne pourront pas être à l'origine de nuisances olfactives.

La quantité totale de déchets reçus (25 000 t/an) et leur origine géographique (Gard et départements limitrophes) ne sont pas modifiées.

III – Propositions de l'inspection

La suite à réserver à cette demande doit être déterminée dans le cadre de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Dans le cas présent, la modification relève de l'examen au cas par cas et les seuls critères à prendre en compte sont :

- c - Rejets et nuisances
- g - Nature ou origine des déchets pour les installations de traitement des déchets

Ces deux critères étant intimement liés vont être examinés simultanément.

Depuis que l'établissement a été aménagé par la construction d'un bâtiment fermé pour la fermentation et d'un dispositif de traitement des effluents gazeux par lavage acido-basique, les nuisances olfactives peuvent avoir pour origine :

- le stockage des déchets verts et des refus de criblage, qui s'effectue à l'air libre ;
- des opérations ponctuelles comme la vidange des casiers de fermentation ou le criblage du compost.

Les nouveaux types de déchets susceptibles d'être reçus seront utilisés comme co-composants, c'est-à-dire qu'ils seront mélangés aux boues d'épuration en se substituant partiellement aux déchets verts.

Il n'y aura donc pas d'augmentation mais plutôt une diminution du stock de déchets verts.

Ces nouveaux types de déchets seront déchargés directement dans le bâtiment de mélange, comme le sont actuellement les boues.

Ils ne seront donc pas stockés à l'air libre et ne pourront pas être à l'origine de nuisances olfactives.

Une fois intégrés dans le processus de compostage il n'y a pas de raison que ces déchets se comportent différemment de ceux qui sont actuellement traités, d'autant plus que leur proportion restera faible (1 600 t au maximum sur les 25 000 t traitées annuellement). L'impact lié à la fermentation et aux opérations ultérieures ne devrait pas être modifié.

Sur un plan environnemental plus global, la modification demandée devrait :

- permettre la valorisation des cendres des chaufferies utilisant le bois en substitution de combustibles fossiles (fioul ou gaz naturel) et contribuant ainsi à la réduction de l'effet de serre ;
- contribuer à la valorisation matière des bio déchets préconisée par les articles L. 541-1 et R. 543-226 du code de l'environnement.

L'effet de la modification demandée sur les autres enjeux environnementaux (eau, bruit, trafic routier) devrait être nul.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose de considérer la modification demandée comme non substantielle et de la prendre en compte par arrêté complémentaire, selon projet annexé au présent rapport, après l'avis de conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.



LA GRAND COMBE

les Salles
du Gardon

CÉVAL

St-Martin-de-Valgalarde

Commune de Cendrars

